

Association Belge de Science Politique, 24-26 avril 2008

Sciences politiques et média dans l'analyse du conflit social en Grande-Bretagne

Susan Milner, University of Bath (UK)

Introduction

Le conflit social paraît être moins important aujourd'hui dans le discours politique et dans les débats médiatiques ; dans les études universitaires, il y a un quasi-consensus autour de l'idée selon laquelle le conflit social aurait changé de nature et surtout qu'il aurait perdu sa dimension de classe. Cependant, quelques études récentes suggèrent que ce consensus apparent masquerait deux sources de conflit social important : d'abord, la « relégation sociale » de la classe ouvrière traditionnelle et surtout la marginalisation de jeunes hommes de la classe ouvrière traditionnelle, les conflits s'exprimant souvent sous forme de tensions autour de la race et de l'immigration ; deuxièmement, le secteur public est devenu une source importante de conflits et de résistance aux projets de modernisation (selon Law et Mooney, c'est ici qu'il faudrait situer aujourd'hui la lutte de classe).

Les relations du travail, la pratique et le droit de grève

Les conflits sont au cœur de la (sous)discipline des relations du travail, même si l'apport des deux approches principales (institutionnelle-pluraliste et matérialiste-néomarxiste) à la question du conflit est parfois assez difficile à cerner et les différences entre les deux approches peut-être exagérées. Depuis les années 1990, l'étude des conflits du travail est tombée en obsolescence : d'abord parce que le taux de conflictualité est tombé à un niveau très bas ; ensuite parce que quelques auteurs y voient un mouvement irréversible, lié à la mondialisation ou la japanisation (voir p.ex. Eaton, 2000). Cette discussion n'est pas sans rapport avec la tendance (depuis les années 1980) de subordination des relations du travail comme (sous)discipline universitaire aux études de commerce (management ou business studies) ; le conflit actuel à l'université de Keele en est témoin.

En fait, la grève connaît depuis 2001 une nette résurgence. La couverture de ces conflits dans la presse britannique révèle des ambiguïtés et des tensions.

Enfin, le droit de grève est aussi source de conflits, autour de l'action de solidarité (toujours interdite) et du droit de grève dans le secteur public. L'adoption de la Charte européenne des droits fondamentaux a ravivé des débats même si la GB a obtenu une exemption.

Regards sur la grève des mineurs de 1984

Les tensions autour du droit et de la justification morale de la grève se révèlent dans le traitement médiatique et universitaire de la grève britannique la plus

importante de la période de l'après-guerre. Relativement marginales, des études montrent que les leçons de la grève sont pertinentes aujourd'hui mais que les hommes politiques et les médias ont plutôt tendance à retomber dans des représentations stéréotypées et partiales (p.ex. diabolisation d'Arthur Scargill et représentation de la nouvelle génération de leaders syndicaux depuis 2000 comme des « nouveaux Scargill »). L'examen récent des archives politiques de la période montrent que la défaite des mineurs n'était pas inévitable, contrairement à l'analyse orthodoxe (analyse qui a sans doute contribué à la démoralisation du mouvement syndical dans les années 1880 et 1990).